

Questions orales

• (1120)

Je sais que le député prend un malin plaisir à se faire prophète de malheur. Nous aimerions que le taux de croissance soit plus élevé, mais nous faisons l'impossible pour mettre en place tous les éléments de base afin que notre souhait se réalise.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Madame la présidente, si je me trompe, Statistique Canada se trompe aussi puisqu'il a annoncé hier que le produit intérieur brut a baissé de 0,1 en septembre, après un recul de 0,3 en août. Le ministre aurait avantage à lire ses chiffres. Le chômage ne diminue pas, il augmente, et c'est la même chose pour les faillites et le déficit commercial. Pourquoi le ministre dit-il que les Canadiens sont enfin sortis de la période difficile que nous avons traversée alors que tant d'indicateurs économiques vont dans la mauvaise direction, entraînant avec eux les travailleurs canadiens et les localités où ils vivent? Pourquoi ne se réveille-t-il pas enfin au lieu de prendre plaisir à fuir le véritable problème? Ses politiques font régresser l'économie au lieu de la faire avancer.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la présidente, non seulement je vais relire les renseignements qui m'ont été fournis, mais je vais les lire au député: «Les données sur les comptes nationaux révèlent que la production réelle s'est accrue à un taux annuel de 0,9 p. 100», c'est bien une hausse et non une baisse, «au troisième trimestre, après une augmentation révisée de 5,7 p. 100 au deuxième trimestre.» Ce dernier pourcentage a été révisé à la hausse et non à la baisse. «Les investissements en stocks ont grandement contribué à la croissance au troisième trimestre. Si on n'avait pas tenu compte des stocks dans les calculs, le PIB aurait baissé de 1,7 p. 100. Le taux d'augmentation des achats de biens et de services par les Canadiens a été légèrement plus élevé, soit 1,6 p. 100, grâce surtout à une forte croissance des investissements résidentiels et des dépenses gouvernementales.»

Je viens de vous lire la note d'information que j'ai reçue, et je serai heureux de la déposer.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Madame la présidente, pourquoi le ministre ne va-t-il pas parler aux 90 p. 100 de Canadiens qui disent que la récession n'est pas terminée pour eux?

[Français]

Il n'y a qu'un gouvernement conservateur, madame la présidente, qui oserait nous dire que les choses vont mieux lorsque le taux de chômage est à la hausse, le taux

de faillite est à un niveau record et que les exportations sont à la baisse!

Je demande donc ceci au ministre: quand va-t-il donner finalement un peu d'espoir aux familles canadiennes? Quand va-t-il présenter de nouvelles politiques qui vont créer des emplois à travers le Canada au lieu de les détruire?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la présidente, je parle aux Canadiens. J'ai commencé à faire des consultations en vue de la préparation du budget, et je me suis entretenu avec les gens d'affaires, les groupes de défense des consommateurs, les représentants du secteur de la vente au détail, les groupes qui luttent contre la pauvreté et les gens qui s'occupent des personnes handicapées.

Une chose est très claire: aucun des groupes consultés ne recommande que nous empruntions davantage, que nous augmentions nos dépenses pour nous sortir de cette période difficile, ce que ferait ainsi augmenter le déficit.

Le député voudrait que nous nous contentions de régler le problème à coup d'argent. Ce n'est pas ce que veulent les Canadiens, et ce n'est certainement pas ce que veut notre gouvernement.

* * *

L'AGRICULTURE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la présidente, je voudrais poser une question au vice-premier ministre.

J'ai ici une pile de lettres de producteurs laitiers et d'éleveurs de volaille de différents endroits comme Killarney, Gretna, Morden et Rosenfeld, au Manitoba, bref, de diverses localités.

Ces agriculteurs savent que leur gagne-pain est maintenant menacé à cause des graves erreurs commises par le gouvernement. Aux termes de l'Accord de libre-échange, le gouvernement a en effet renoncé à son droit d'imposer des tarifs sur les importations de produits agricoles et d'aliments transformés, ce qui sonne le glas du système de commercialisation. Il est aussi en train de perdre la bataille au sujet de l'article XI du GATT.

Qu'entend faire le gouvernement pour protéger ces agriculteurs? Vu la menace réelle qui pèse sur eux et l'affaiblissement de l'article XI, le gouvernement va-t-il renégocier l'accord avec les États-Unis, pour nous permettre de rétablir le droit du Canada, son droit souverain, de fixer ses propres tarifs sur les aliments transformés et les produits agricoles?